

Human Rights

Major International Instruments

Status as at 31 May 2009

*Dedicated to the International Year
of Human Rights Learning*

Droits de l'homme

Les principaux instruments internationaux

État au 31 mai 2009

*Ouvrage dédié à l'Année internationale
de l'apprentissage des droits de l'homme*



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Human Rights

Major International Instruments

Status as at 31 May 2009

Prepared by
VLADIMIR VOLODIN



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Droits de l'homme

Les principaux instruments internationaux

État au 31 mai 2009

Préparé par
VLADIMIR VOLODIN

Introduction

Throughout history, freedom, justice and human dignity have always been held as ideals to achieve. With the adoption of the Universal Declaration of Human Rights (UDHR) these ideals received recognition worldwide. The year-long commemorative activities of 2008, in which UNESCO actively participated, reaffirmed that sixty years after its adoption, the UDHR is as pertinent as it was in 1948. The momentum accumulated in 2008 should not be lost and the efforts to advance the enjoyment of all human rights by all should be continued and further intensified. It is particularly relevant now, when global economic and financial crises jeopardize the achievements reached in the last decades and threaten to undermine the basic principle applied to economic, social and cultural rights, namely the principle of non-retrogression. In the face of this threat, the efforts of all partners should be mobilized and joined to respect, protect and fulfill all human rights in conformity with international standard-setting instruments, both universal and regional.

Implementation of these instruments is therefore a priority. This year marks the anniversaries of several cornerstone conventions: the 25th anniversary of the adoption of the Convention against Torture, the 30th anniversary of the adoption of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (CEDAW) and the 20th anniversary of the adoption of the Convention on the Rights of the Child. Despite the progress achieved in the application of the norms enshrined in these instruments there is still a lot to do to eradicate torture, eliminate gender discrimination and promote gender equality and to ensure and protect children's rights. The same applies to other instruments.

Important developments have taken place since the last edition. On 10 December 2008, the Optional Protocol to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights was adopted by the General Assembly, and will be open for signature in September 2009. With its entry into force the victims of violations of civil and political rights and the victims of violations of economic, social and cultural rights will enjoy equal mechanisms of protection. In May 2009, the Committee on Economic, Social

Préface

À travers les âges, la liberté, la justice et la dignité humaine ont toujours été des idéaux à atteindre. L'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) a permis une reconnaissance mondiale de ces idéaux. Les événements commémoratifs qui ont eu lieu tout au long de l'année 2008, et auxquels l'UNESCO a participé de façon active, ont montré que soixante ans après son adoption, la DUDH reste aussi pertinente qu'en 1948. Il ne faut donc pas perdre l'impulsion gagnée au cours de 2008 et les efforts de propagation de la jouissance de tous les droits de l'homme par tous doivent poursuivre et s'intensifier. Ceci est d'autant plus pertinent que la crise économique et financière mondiale compromet les résultats atteints durant la dernière décennie et risque de mettre à mal le principe de base qui s'applique en matière de droits économiques, sociaux et culturels, à savoir le principe de non-régression. Au vu de cette menace, tous les partenaires doivent mobiliser leurs efforts et les mettre en commun pour assurer le respect, la protection et la mise en œuvre de tous les droits de l'homme conformément aux instruments normatifs internationaux, tant universels que régionaux.

La mise en œuvre de ces instruments est donc une priorité. Cette année, sont célébrés les anniversaires de l'adoption de plusieurs conventions fondamentales : le 25^{ème} anniversaire de l'adoption de la Convention contre la torture, le 30^{ème} anniversaire de l'adoption de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le 20^{ème} anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant. Malgré les progrès réalisés en termes d'application des normes prévues par ces instruments, beaucoup reste à faire en matière d'éradication de la torture, d'élimination de la discrimination fondée sur le sexe et de promotion de l'égalité des genres, de garantie et de protection des droits de l'enfants. Ceci est valable pour d'autres instruments.

Depuis la dernière édition, d'importants développements ont eu lieu. Le 10 décembre 2008, l'Assemblée générale a adopté le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels qui sera ouvert à signature en septembre 2009. Son entrée en vigueur va permettre aux victimes de violations de droits civils et politiques

and Cultural Rights adopted the General Comment on non-discrimination in the field of economic, social and cultural rights and started elaborating a draft General Comment on the right to take part in cultural life. In March 2009, the Human Rights Council established the mandate of an Independent Expert in the field of cultural rights.

With the creation of the Committee on the Rights of Persons with Disabilities, which held its first session in February 2009, and the entry into force of the Optional Protocol to the Convention of the Rights of Persons with Disabilities in May 2008, an important gap in the international system of protection of persons belonging to vulnerable groups was closed.

At the regional level, two new instruments adopted by the Council of Europe in May 2008, the European Convention on the Adoption of Children and the Additional Protocol to the Convention on Human Rights and Biomedicine concerning Genetic Testing for Health Purposes, were opened for signature on 27 November 2008. Protocol No. 14bis to the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms was adopted on 12 May 2009 in order to regulate some procedural issues concerning the functioning of the European Court on Human Rights, before the entry into force of Protocol No. 14. The Council of Europe Convention on Access to Official Documents was adopted on 27 November 2008 and has been open for signature since 18 June 2009. In July 2008 the African Union adopted the Protocol on the Statute of the African Court of Justice and Human Rights which establishes this court (instead of two separate courts). This step aims at reinforcing mechanisms for monitoring the implementation of human rights in that vast region.

The purpose of this booklet is to present data on States' ratifications, accessions and successions to human rights instruments, at both the universal and regional level, in an effort to further disseminate knowledge on human rights. It is of particular importance in the International Year of Human Rights Learning, which commenced on 10 December 2008.

ainsi qu'aux victimes de violations de droits économiques, sociaux et culturels de bénéficier d'un mécanisme de protection identique. En mai 2009, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a adopté son observation générale sur la non-discrimination en matière de droits économiques, sociaux et culturels et a entamé l'élaboration d'une version préliminaire de son observation générale sur le droit de participer à la vie culturelle. En mars 2009, le Conseil des droits de l'homme a créé un mandat d'Expert indépendant sur les droits culturels.

La création du Comité des droits des personnes handicapées, qui a tenu sa première session en février 2009, et l'entrée en vigueur en mai 2008 du Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, ont permis de combler le vide dans le système international de protection des personnes appartenant à un groupe vulnérable.

Au niveau régional, deux nouveaux instruments adoptés par le Conseil de l'Europe en mai 2008 – la Convention européenne en matière d'adoption des enfants, et le Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine relatif aux tests génétiques à des fins médicales – ont été ouverts à signature le 27 novembre 2008. Le 12 mai 2009, le Protocole n° 14 bis à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales a été adopté. Il permet de répondre à des problèmes de procédure concernant le fonctionnement de la Cour européenne des Droits de l'Homme avant l'entrée en vigueur du Protocole n° 14. La Convention européenne sur l'accès aux documents publics a été adoptée le 27 novembre 2008 et est ouverte à signature depuis le 18 juin 2009. En juillet 2008, l'Union africaine a adopté le Protocole portant Statut de la Cour Africaine de Justice et des Droits de l'Homme qui prévoit la création de cette Cour, au lieu de deux Cours distinctes. Cette étape a pour but de consolider les mécanismes de suivi de la mise en œuvre des droits de l'homme dans cette vaste région.

Le but de cet ouvrage est de présenter des données concernant l'état des ratifications, des adhésions et des successions aux instruments relatifs aux droits de l'homme, tant au niveau international que régional, afin que la connaissance des droits de l'homme soit largement répandue. Ceci est d'autant plus important que l'Année internationale de l'apprentissage des droits de l'homme a débuté le 10 décembre 2008.

UNESCO wishes to express its gratitude to partner Organizations and to all those who assisted in the preparation of this resource. We would appreciate being informed of any errors or omissions that may have occurred inadvertently, despite all our efforts to present the most accurate information possible.

Please address all correspondence to:

*Human Rights and Gender Equality Section
Division of Human Rights, Human Security and Philosophy
Social and Human Sciences Sector
UNESCO
7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP
France
Fax: (33-1) 45 68 57 26*

L'UNESCO souhaite remercier les organisations partenaires et tous ceux qui ont aidé à la préparation de ce document. Nous apprécierions d'être tenus informés de toute erreur ou omission qui pourrait s'y être glissée en dépit de nos efforts pour apporter les informations les plus exactes possibles.

Veillez adresser toute correspondance à :

*Section Droits de l'homme et égalité des genres
Division des droits de l'homme, de la sécurité humaine et de la philosophie
Secteur des sciences sociales et humaines
UNESCO
7 place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP
France
Télécopie : (33-1) 45 68 57 26*

1

UNIVERSAL INSTRUMENTS	7
-----------------------	---

2

REGIONAL INSTRUMENTS	25
----------------------	----

<i>a) African Union (AU)</i>	26
<i>b) Council of Europe (CoE)</i>	30
<i>c) Organization of American States (OAS)</i>	37

1

INSTRUMENTS UNIVERSELS	7
------------------------	---

2

INSTRUMENTS RÉGIONAUX	25
-----------------------	----

<i>a) Union africaine (UA)</i>	26
<i>b) Conseil de l'Europe (CoE)</i>	30
<i>c) Organisation des États américains (OEA)</i>	37

1

Universal Instruments

List of Instruments
and their
Official Citations

(The numbers correspond to the columns in the tables)

Instruments universels

Liste des instruments
et leurs
références officielles

(Les numéros correspondent aux colonnes indiquées dans les tableaux)

GENERAL INSTRUMENTS

1. *International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights* (1966), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 993, p. 3. Entered into force on 3 January 1976 [1].

[1] On 10 December 2008, the Optional Protocol to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights was adopted, during the sixty-third session of the General Assembly by resolution A/RES/63/117. In accordance with article 17, the Optional Protocol shall be open for signature by any State that has signed, ratified or acceded to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights. The signing ceremony will be held on 24 September 2009.

2. *International Covenant on Civil and Political Rights* (1966), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 999, p. 171. Entered into force on 23 March 1976. [2]

[2] Declaration regarding Article 41 of the International Covenant on Civil and Political Rights (concerning the competence of the Human Rights Committee to receive and consider communications by one State Party against another). Entered into force on 28 March 1979. As at 31 May 2009, 48 States have made this Declaration: Algeria, Argentina, Australia, Austria, Belarus, Belgium, Bosnia and Herzegovina, Bulgaria, Canada, Chile, Congo, Croatia, Czech Republic, Denmark, Ecuador, Finland, Gambia, Germany, Ghana, Guyana, Hungary, Iceland, Ireland, Italy, Liechtenstein, Luxembourg, Malta, Netherlands, New Zealand, Norway, Peru, Philippines, Poland, Republic of Korea, Russian Federation, Senegal, Slovak Republic, Slovenia, South Africa, Spain, Sri Lanka, Sweden, Switzerland, Tunisia, Ukraine, United Kingdom, United States of America, Zimbabwe.

3. *Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights* (1966), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 999, p. 171. Entered into force on 23 March 1976.
4. *Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights aiming at the abolition of the death penalty* (1989), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1642, p. 414. Entered into force on 11 July 1991.

INSTRUMENTS CONCERNING SPECIFIC ISSUES

Prevention of discrimination:

5. *International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination* (1966), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 660, p. 195. Entered into force on 4 January 1969. [3] and [4]

[3]. Declaration Regarding Article 14 of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (concerning the competence of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination to receive and consider communications from individuals or groups), entered into force on 3 December 1982. As at 31 May 2009, 50 States have made this Declaration: Algeria, Andorra, Australia, Austria, Azerbaijan, Belgium, Bolivia, Brazil, Bulgaria, Chile, Costa Rica, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Ecuador, Finland, France, Georgia, Germany, Hungary, Iceland, Ireland, Italy, Kazakhstan, Liechtenstein, Luxembourg, Malta, Mexico, Monaco, Morocco, Netherlands, Norway, Peru, Poland, Portugal, Republic of Korea, Romania, Russian Federation, Senegal, Serbia, Slovak Republic, Slovenia, South Africa, Spain, Sweden, Switzerland, The former Yugoslav Republic of Macedonia, Ukraine, Uruguay, Venezuela.

INSTRUMENTS GÉNÉRAUX

1. *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* (1966), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 993, p. 3. Entré en vigueur le 3 janvier 1976. [1]

[1] Le 10 décembre 2008, au cours de sa soixante-troisième session, l'Assemblée générale a adopté le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels par une résolution A/RES/63/117. Conformément à son article 17, le Protocole facultatif est ouvert à la signature de tous les États qui ont signé, ratifié ou adhéré au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. La cérémonie de signature aura lieu le 24 septembre 2009.

2. *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* (1966), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 999, p. 171. Entré en vigueur le 23 mars 1976. [2]

[2] Déclaration relative à l'article 41 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (concernant la compétence du Comité des droits de l'homme pour recevoir et examiner des communications d'un État partie contre un autre État partie). Entrée en vigueur le 28 mars 1979. Au 31 mai 2009, 48 États ont fait cette déclaration: Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chili, Congo, Croatie, Danemark, Equateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, Gambie, Ghana, Guyana, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République de Corée, République tchèque, République slovaque, Royaume-Uni, Sénégal, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tunisie, Ukraine, Zimbabwe.

3. *Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques* (1966), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 999, p. 171. Entré en vigueur le 23 mars 1976.
4. *Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques visant à abolir la peine de mort* (1989), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 1642, p. 414. Entré en vigueur le 11 juillet 1991.

INSTRUMENTS RELATIFS AUX QUESTIONS SPÉCIFIQUES

Lutte contre la discrimination:

5. *Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale* (1966), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 660, p. 195. Entrée en vigueur le 4 janvier 1969. [3] et [4]

[3]. Déclaration relative à l'article 14 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (concernant la compétence du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale pour recevoir et examiner des communications émanant de personnes ou de groupes), entrée en vigueur le 3 décembre 1982. Au 31 mai 2009, 50 États ont fait cette déclaration : Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Chili, Chypre, Costa Rica, Danemark, Equateur, Espagne, Ex-République Yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Kazakhstan, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Sénégal, Serbie, Slovénie, Suède, Suisse, Ukraine, Uruguay, Venezuela.

[4]. *Amendments to Article 8 of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (concerning the financing of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination)*, adopted on 15 January 1992 at the Fourteenth Meeting of the States Parties to the Convention and endorsed by resolution 47/111 of 16 December 1992 of the General Assembly, not entered into force as at 31 May 2009. As at 31 May 2009, 43 States have adopted those amendments: Australia, Bahamas, Bahrain, Belize, Bulgaria, Burkina Faso, Canada, China, Colombia, Costa Rica, Cuba, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Ecuador, Finland, France, Germany, Guinea, Holy See, Iceland, Iraq, Iran (Islamic Republic of), Ireland, Liberia, Liechtenstein, Luxembourg, Mexico, Netherlands, New Zealand, Norway, Poland, Republic of Korea, Saudi Arabia, Seychelles, Slovak Republic, Sweden, Switzerland, Syrian Arab Republic, Trinidad and Tobago, Ukraine, United Kingdom, Zimbabwe.

6. *International Convention on the Suppression and Punishment of the Crime of Apartheid* (1973), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1015, p. 243. Entered into force on 18 July 1976.
7. *ILO Convention (No. 100) concerning Equal Remuneration for Men and Women Workers for Work of Equal Value* (1951), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 165, p. 303. Entered into force on 23 May 1953.
8. *UNESCO Convention against Discrimination in Education* (1960), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 429, p. 93. Entered into force on 22 May 1962.
9. *UNESCO Protocol Instituting a Conciliation and Good Offices Commission to be responsible for seeking the settlement of any disputes which may arise between States Parties to the Convention against Discrimination in Education* (1962), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 651, p. 363. Entered into force on 24 October 1968.
10. *ILO Convention (No. 111) concerning Discrimination in Respect of Employment and Occupation* (1958), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 362, p. 31. Entered into force on 15 June 1960.
11. *ILO Convention (No. 156) concerning Equal Opportunities and Equal Treatment for Men and Women Workers: Workers with Family Responsibilities* (1981), International labour conventions and recommendations 1919-1981. Entered into force on 11 August 1983.
12. *International Convention against Apartheid in Sports* (1985). A/RES/40/64 G, United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1500, p. 161. Entered into force on 3 April 1988.
13. *ILO Revised Convention (No. 169) concerning Indigenous and Tribal People in Independent Countries* (1989), ILO, *Official Bulletin*, Vol. LXXII (1989) Ser. A, No. 2. Entered into force on 5 September 1991.

Genocide, war crimes, crimes against humanity:

14. *Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide* (1948), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 78, p. 277. Entered into force on 12 January 1951.

[4]. *Amendements à l'article 8 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (concernant le financement du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale)*, adoptés le 15 janvier 1992 à la quatorzième Réunion des États parties à la Convention et approuvés par la résolution 47/111 du 16 décembre 1992 de l'Assemblée générale, non entrés en vigueur au 31 mai 2009. Au 31 mai 2009, 43 États ont adopté ces amendements: Allemagne, Arabie Saoudite, Australie, Bahamas, Bahreïn, Belize, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Cuba, Danemark, Ecuador, Finlande, France, Guinée, Irak, Iran (Rép. islamique d'), Irlande, Islande, Libéria, Liechtenstein, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République arabe Syrienne, République de Corée, République Slovaque, République Tchèque, Royaume-Uni, Saint-Siège, Seychelles, Suède, Suisse, Trinité-et-Tobago, Ukraine, Zimbabwe.

6. *Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid* (1973), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 1015, p. 243. Entrée en vigueur le 18 juillet 1976.
7. *Convention de l'OIT (n° 100) consacrant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale* (1951), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 165, p. 303. Entrée en vigueur le 23 mai 1953.
8. *Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement* (1960), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 429, p. 93. Entrée en vigueur le 22 mai 1962.
9. *Protocole de l'UNESCO instituant une Commission de conciliation et de bons offices chargée de rechercher la solution des différends qui naîtraient entre États parties à la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement* (1962), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 651, p. 363. Entrée en vigueur le 24 octobre 1968.
10. *Convention de l'OIT (n° 111) concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession* (1958), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 362, p. 31. Entrée en vigueur le 15 juin 1960.
11. *Convention de l'OIT (n° 156) concernant l'égalité de chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes: travailleurs ayant des responsabilités familiales* (1981), Conventions et recommandations internationales du travail 1919-1981. Entrée en vigueur le 11 août 1983.
12. *Convention internationale contre l'apartheid dans les sports* (1985). A/RES/40/64 G. Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 1500, p. 161. Entrée en vigueur le 3 avril 1988.
13. *Convention révisée de l'OIT (n° 169) concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants* (1989), OIT, *Bulletin officiel*, vol. LXXII (1989) ser. A, n° 2. Entrée en vigueur le 5 septembre 1991.

Génocide, crimes de guerre, crimes contre l'humanité:

14. *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide* (1948), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 78, p. 277. Entrée en vigueur le 12 janvier 1951.

15. *Convention on the Non-Applicability of Statutory Limitations to War Crimes and Crimes against Humanity* (1968), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 754, p. 73. Entered into force on 11 November 1970.
16. *Rome Statute of the International Criminal Court* (1998), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 2187, p. 3. (Doc. A/CONF.183/9). Entered into force on 1 July 2002.

Terrorism:[5]

17. *International Convention for the Suppression of Terrorist Bombings* (1997), United Nations, A/RES/52/164. Entered into force on 23 May 2001.
18. *International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism* (1999), United Nations, A/RES/54/109. Entered into force on 10 April 2002.
19. *International Convention for the Suppression of Acts of Nuclear Terrorism* (2005), United Nations, A/59/290. Entered into force on 7 July 2007.

[5] Several other instruments against acts of terrorism are not included in the chart for editorial reasons. Among them, the International Convention against the Taking of Hostages adopted by the United Nations General Assembly in 1979, the Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft adopted by the International Civil Aviation Organization (ICAO) in 1970 and the Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Maritime Navigation adopted by the International Maritime Organization (IMO) in 1988.

Torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment:

20. *Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment* (1984), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1465, p. 85. Entered into force on 26 June 1987.[6]

[6] Declarations recognizing the competence of the Committee against Torture under Articles 21 and 22 of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (to receive and consider communications by one State Party against another or presented from or on behalf of individuals), entered into force on 26 June 1987. As at 31 May 2009, 67 States have made those declarations: Algeria, Argentina, Australia, Austria, Azerbaijan, Belgium, Bolivia, Bosnia and Herzegovina, Brazil, Bulgaria, Burundi, Cameroon, Canada, Chile, Costa Rica, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Ecuador, Finland, France, Georgia, Germany, Ghana, Greece, Guatemala, Hungary, Iceland, Ireland, Italy, Japan (Article 21 only), Kazakhstan, Liechtenstein, Luxembourg, Malta, Mexico, Monaco, Morocco, Netherlands, New Zealand, Norway, Paraguay, Peru, Poland, Portugal, Republic of Korea (Article 22 only), Russian Federation, Senegal, Serbia, Seychelles, Slovak Republic, Slovenia, South Africa, Spain, Sweden, Switzerland, Togo, Tunisia, Turkey, Uganda, Ukraine, United Kingdom (Article 21 only), United States of America (Article 21 only), Uruguay, Venezuela, Yugoslavia (former).

21. *Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment* (2002), A/RES/57/199. Entered into force on 22 June 2006.

15. *Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité* (1968), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 754, p. 73. Entrée en vigueur le 11 novembre 1970.
16. *Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale* (1998), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 2187, p. 3 (Doc. A/CONF.183/9). Entré en vigueur le 1^{er} juillet 2002.

Terrorisme:[5]

17. *Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif* (1997), Nations Unies, A/RES/52/164. Entrée en vigueur le 23 mai 2001.
18. *Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme* (1999), Nations Unies, A/RES/54/109. Entrée en vigueur le 10 avril 2002.
19. *Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire* (2005), Nations Unies, A/59/290. Entrée en vigueur le 7 juillet 2007.

[5] D'autres nombreux instruments contre des actes de terrorisme ne sont pas inclus dans cet ouvrage pour des raisons éditoriales, dont la Convention internationale contre la prise d'otages adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1979, la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs adoptée par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) en 1970 et la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime adoptée par l'Organisation maritime internationale (OMI) en 1988.

Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants:

20. *Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants* (1984), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 1465, p. 85. Entrée en vigueur le 26 juin 1987.[6]

[6] Déclarations reconnaissant la compétence du Comité contre la torture faites en vertu des articles 21 et 22 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (pour recevoir et examiner des communications d'un État partie contre un autre État partie ou présentées par ou pour le compte de particuliers), entrées en vigueur le 26 juin 1987. Au 31 mai 2009, 67 États ont fait ces déclarations: Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Costa Rica, Chypre, Croatie, Danemark, Equateur, Espagne, États-Unis d'Amérique (article 21 uniquement), Fédération de Russie, Finlande, France, Ghana, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon (article 21 uniquement), Kazakhstan, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée (article 22 uniquement), République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni (article 21 uniquement), Sénégal, Serbie, Seychelles, Slovaquie, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Uganda, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie (-ex).

21. *Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants* (2002), A/RES/57/199. Entré en vigueur le 22 juin 2006.

22. *International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance* (2006), *United Nations*, A/61/488. Not entered into force as at 31 May 2009.

Slavery, traffic in persons, forced labour:

23. *Protocol amending the Slavery Convention signed at Geneva on 25 September 1926* (1953), *United Nations*, *Treaty Series*, Vol. 182, p. 51. Entered into force on 7 December 1953.
24. *Slavery Convention signed at Geneva on 25 September 1926 and amended by the Protocol done at the Headquarters of the United Nations, New York, on 7 December 1953*, *United Nations*, *Treaty Series*, Vol. 212, p. 17. Entered into force on 7 July 1955 [7].

[7] *The States Parties to the 1953 Protocol amending the Slavery Convention (No. 23) must be considered as Parties to this Convention (No. 24).*

25. *Supplementary Convention on the Abolition of Slavery, the Slave Trade, and Institutions and Practices Similar to Slavery* (1956), *United Nations*, *Treaty Series*, Vol. 266, p. 3. Entered into force on 30 April 1957.
26. *Convention for the Suppression of the Traffic in Persons and of the Exploitation of the Prostitution of Others* (1950), *United Nations*, *Treaty Series*, Vol. 96, p. 271. Entered into force on 25 July 1951.
27. *ILO Convention (No. 29) concerning Forced Labour* (1930), *League of Nations*, *Treaty Series*, Vol. 39, p. 55. Entered into force on 1 May 1932.
28. *ILO Convention (No. 105) concerning the Abolition of Forced Labour* (1957), *United Nations*, *Treaty Series*, Vol. 320, p. 291. Entered into force on 17 January 1959.

Freedom of information and expression:

29. *Convention on the International Right of Correction* (1953), *United Nations*, *Treaty Series*, Vol. 435, p. 191. Entered into force on 24 August 1962.
30. *Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions* (2005), *UNESCO*. Entered into force on 18 March 2007.

22. *Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées* (2006), *Nations Unies*, A/61/488. Non entrée en vigueur au 31 mai 2009.

Esclavage, traite des êtres humains, travail forcé:

23. *Protocole amendant la Convention relative à l'esclavage signée à Genève le 25 septembre 1926* (1953), *Nations Unies*, *Recueil des traités*, vol. 182, p. 51. Entré en vigueur le 7 décembre 1953.
24. *Convention relative à l'esclavage, signée à Genève le 25 septembre 1926, et amendée par le Protocole fait au siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, le 7 décembre 1953*, *Nations Unies*, *Recueil des traités*, vol. 212, p. 17. Entrée en vigueur le 7 juillet 1955 [7].

[7] *Les États parties au Protocole de 1953 amendant la Convention relative à l'esclavage (n° 23) doivent être considérés comme parties à cette Convention (n° 24).*

25. *Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage* (1956), *Nations Unies*, *Recueil des traités*, vol. 266, p. 3. Entrée en vigueur le 30 avril 1957.
26. *Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui* (1950), *Nations Unies*, *Recueil des traités*, vol. 96, p. 271. Entrée en vigueur le 25 juillet 1951.
27. *Convention de l'OIT (n° 29) concernant le travail forcé* (1930), *Société des Nations*, *Recueil des traités*, vol. 39 p. 55. Entrée en vigueur le 1^{er} mai 1932.
28. *Convention de l'OIT (n° 105) concernant l'abolition du travail forcé* (1957), *Nations Unies*, *Recueil des traités*, vol. 320, p. 291. Entrée en vigueur le 17 janvier 1959.

Liberté d'information et d'expression :

29. *Convention relative au droit international de rectification* (1953), *Nations Unies*, *Recueil des traités*, vol. 435, p. 191. Entrée en vigueur le 24 août 1962.
30. *Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles* (2005), *UNESCO*. Entrée en vigueur le 18 mars 2007.

INSTRUMENTS RELATING TO THE PROTECTION OF PARTICULAR GROUPS

Aliens, refugees, stateless persons:

31. *Convention relating to the Status of Refugees* (1951), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 189, p. 137. Entered into force on 22 April 1954.
32. *Protocol relating to the Status of Refugees* (1967), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 606, p. 267. Entered into force on 4 October 1967.
33. *Convention relating to the Status of Stateless Persons* (1954), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 360, p. 117. Entered into force on 6 June 1960.
34. *Convention on the Reduction of Statelessness* (1961), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 989, p. 175. Entered into force on 13 December 1975.

Workers:

35. *ILO Convention (No. 11) concerning the Rights of Association and Combination of Agricultural Workers* (1921), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 38, p. 153-159 (No. 594). Entered into force on 11 May 1923.
36. *ILO Convention (No. 87) concerning Freedom of Association and Protection of the Right to Organize* (1948), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 68, p. 17. Entered into force on 4 July 1950.
37. *ILO Convention (No. 98) concerning the Application of the Principles of the Right to Organize and Bargain Collectively* (1949), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 96, p. 257. Entered into force on 18 July 1951.
38. *ILO Convention (No. 122) concerning Employment Policy* (1964), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 569, p. 65. Entered into force on 15 July 1966.
39. *ILO Convention (No. 135) concerning Protection and Facilities to be afforded to Worker's Representatives in the Undertaking* (1971), ILO, *Official Bulletin*, Vol. LIV (1971), No. 3. Entered into force on 30 June 1973.
40. *ILO Convention (No. 141) concerning Organisations of Rural Workers and their Role in Economic and Social Development* (1975), ILO, *Official Bulletin*, Vol. LVIII (1975) Ser. A, No. 1. Entered into force on 24 November 1977.

INSTRUMENTS RELATIFS À LA PROTECTION CATÉGORIELLE

Étrangers, réfugiés, apatrides:

31. *Convention relative au statut des réfugiés* (1951), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 189, p. 137. Entrée en vigueur le 22 avril 1954.
32. *Protocole relatif au statut des réfugiés* (1967), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 606, p. 267. Entré en vigueur le 4 octobre 1967.
33. *Convention relative au statut des apatrides* (1954), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 360, p. 117. Entrée en vigueur le 6 juin 1960.
34. *Convention sur la réduction des cas d'apatridie* (1961), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 989, p. 175. Entrée en vigueur le 13 décembre 1975.

Travailleurs:

35. *Convention de l'OIT (n° 11) concernant les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles* (1921), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 38, p. 153-159 (n° 594). Entrée en vigueur le 11 mai 1923.
36. *Convention de l'OIT (n° 87) concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical* (1948), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 68, p. 17. Entrée en vigueur le 4 juillet 1950.
37. *Convention de l'OIT (n° 98) concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective* (1949), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 96, p. 257. Entrée en vigueur le 18 juillet 1951.
38. *Convention de l'OIT (n° 122) concernant la politique de l'emploi* (1964), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 569, p. 65. Entrée en vigueur le 15 juillet 1966.
39. *Convention de l'OIT (n° 135) concernant la protection des représentants des travailleurs dans l'entreprise et les facilités à leur accorder* (1971), OIT, *Bulletin officiel*, vol. LIV (1971), n° 3. Entrée en vigueur le 30 juin 1973.
40. *Convention de l'OIT (n° 141) concernant les organisations des travailleurs ruraux et leur rôle dans le développement économique et social* (1975), OIT, *Bulletin officiel*, vol. LVIII (1975) Ser. A, n° 1. Entrée en vigueur le 24 novembre 1977.

41. *ILO Convention (No. 151) concerning Protection of the Right to Organize and Procedures for Determining Conditions of Employment in the Public Service* (1978), ILO, *Official Bulletin*, Vol. LXI (1978) Ser. A, No. 2. Entered into force on 25 February 1981.
42. *International Convention on the Protection of the Rights of all Migrant Workers and Members of their Families* (1990), A/RES/45/158. Entered into force on 1 July 2003.

Women:

43. *Convention on the Political Rights of Women* (1953), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 193, p. 135. Entered into force on 7 July 1954.
44. *Convention on the Nationality of Married Women* (1957), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 309, p. 65. Entered into force on 11 August 1958.
45. *Convention on Consent to Marriage, Minimum Age for Marriage and Registration of Marriages* (1962), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 521, p. 231. Entered into force on 9 December 1964.
46. *Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women* (1979), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1249, p. 13. Entered into force on 3 September 1981.
47. *Optional Protocol to the Convention on the Elimination of Discrimination against Women* (1999), United Nations, A/RES/54/4. Entered into force on 22 December 2000.

Children:

48. *Convention on the Rights of the Child* (1989), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1577, p. 3. Entered into force on 2 September 1990.
49. *Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict* (2000), A/RES/54/263. Entered into force on 12 February 2002.
50. *Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the sale of children, child prostitution and child pornography* (2000), A/RES/54/263. Entered into force on 18 January 2002.
51. *ILO Convention (No. 138) concerning Minimum Age for Admission to Employment* (1973), ILO, *Official Bulletin*, Vol. LVI (1973), No. 1, p. 23. Entered into force on 19 June 1976.

41. *Convention de l'OIT (n° 151) concernant la protection du droit d'organisation et les procédures de détermination des conditions d'emploi dans la fonction publique* (1978), OIT, *Bulletin officiel*, vol. LXI (1978), ser. A, n° 2. Entrée en vigueur le 25 février 1981.
42. *Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille* (1990), A/RES/45/158. Entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

Femmes:

43. *Convention sur les droits politiques de la femme* (1953), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 193, p. 135. Entrée en vigueur le 7 juillet 1954.
44. *Convention sur la nationalité de la femme mariée* (1957), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 309, p. 65. Entrée en vigueur le 11 août 1958.
45. *Convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages* (1962), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 521, p. 231. Entrée en vigueur le 9 décembre 1964.
46. *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* (1979), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 1249, p. 13. Entrée en vigueur le 3 septembre 1981.
47. *Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* (1999), Nations Unies, A/RES/54/4. Entré en vigueur le 22 décembre 2000.

Enfants:

48. *Convention relative aux droits de l'enfant* (1989), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 1577, p. 3. Entrée en vigueur le 2 septembre 1990.
49. *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la participation des enfants aux conflits armés* (2000), A/RES/54/263. Entré en vigueur le 12 février 2002.
50. *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants* (2000), A/RES/54/263. Entré en vigueur le 18 janvier 2002.
51. *Convention de l'OIT (n° 138) concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi* (1973), OIT, *Bulletin officiel*, vol. LVI (1973), n° 1, p. 23. Entrée en vigueur le 19 juin 1976.

52. *ILO Convention (No. 182) concerning the Prohibition and Immediate Action for the Elimination of the Worst Forms of Child Labour* (1999), ILO, *Official Bulletin*, Vol. LXXXII (1999), Ser. A, No. 2. Entered into force on 19 November 2000.

Persons with disabilities:

53. *Convention on the Rights of Persons with Disabilities*, (2006), United Nations, A/61/611. Entered into force on 3 May 2008.
54. *Optional Protocol to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities*, (2006), United Nations, A/61/61. Entered into force on 3 May 2008.

Combatants, prisoners and civilians:

55. *Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field* (1949), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 75, p. 31. Entered into force on 21 October 1950.
56. *Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of Wounded, Sick and Shipwrecked Members of Armed Forces at Sea* (1949), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 75, p. 85. Entered into force on 21 October 1950.
57. *Geneva Convention relative to the Treatment of Prisoners of War* (1949), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 75, p. 135. Entered into force on 21 October 1950.
58. *Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War* (1949), United Nations, *Treaty Series*, Vol. 75, p. 287. Entered into force on 21 October 1950.
59. *Additional Protocol to the Geneva Conventions of 12 August 1949 relating to the Protection of Victims of International Armed Conflicts (Protocol I)* (1977). Entered into force on 7 December 1978. [8]

[8] Declaration foreseen by Article 90 of Protocol I (concerning the provisional acceptance of the competence of the International Fact-Finding Commission). Entered into force on 25 June 1991. As at 31 May 2009, 71 States have made this declaration: Algeria, Argentina, Australia, Austria, Belarus, Belgium, Bolivia, Bosnia and Herzegovina, Brazil, Bulgaria, Burkina Faso, Canada, Cape Verde, Chile, Colombia, Cook Islands, Costa Rica, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Democratic Republic of Congo, Denmark, Estonia, Finland, Germany, Greece, Guinea, Hungary, Iceland, Ireland, Italy, Japan, Lao People's Democratic Republic, Liechtenstein, Lithuania, Luxembourg, Madagascar, Mali, Malta, Monaco, Mongolia, Montenegro, Namibia, Netherlands, New Zealand, Norway, Panama, Paraguay, Poland, Portugal, Qatar, Republic of Korea, Republic of Macedonia, Romania, Russian Federation, Rwanda, Serbia, Seychelles, Slovak Republic, Slovenia, Spain, Sweden, Switzerland, Tajikistan, Togo, Tonga, Trinidad and Tobago, Ukraine, United Arab Emirates, United Kingdom, Uruguay.

52. *Convention de l'OIT (n° 182) concernant les pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination* (1999), *Bulletin officiel*, vol. LXXXII (1999), ser. A, n° 2. Entrée en vigueur le 19 novembre 2000.

Personnes Handicapées:

53. *Convention relative aux droits des personnes handicapées*, (2006), Nations Unies, A/61/611. Non entrée en vigueur au 3 mai 2008.
54. *Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées*, (2006), United Nations, A/61/611. Entrée en vigueur le 3 mai 2008.

Combattants, prisonniers et personnes civiles:

55. *Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne* (1949), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 75, p. 31. Entrée en vigueur le 21 octobre 1950.
56. *Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer* (1949), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 75, p. 85. Entrée en vigueur le 21 octobre 1950.
57. *Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre* (1949), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 75, p. 135. Entrée en vigueur le 21 octobre 1950.
58. *Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre* (1949), Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 75, p. 287. Entrée en vigueur le 21 octobre 1950.
59. *Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I)* (1977). Entré en vigueur le 7 décembre 1978. [8]

[8] Déclaration prévue par l'article 90 du Protocole I (concernant l'acceptation préalable de la compétence de la Commission internationale d'établissement des faits). Entrée en vigueur le 25 juin 1991. Au 31 mai 2009, 71 États ont fait cette déclaration: Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bolivie, Bosnie Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Cap-Vert, Chili, Colombie, Costa Rica, Croatie, Chypre, Danemark, Emirats Arabes Unis, Espagne, Ex-République yougoslave de Macédoine, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, Grèce, Guinée, Hongrie, Îles Cook, Islande, Islande, Italie, Japon, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Mali, Malte, Monaco, Mongolie, Monténégro, Namibie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, Rép. dém. du Congo, Rép. dém. populaire Lao, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Rwanda, Serbie, Seychelles, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Ukraine, Uruguay.

60. *Additional Protocol to the Geneva Conventions of 12 August 1949 relating to the Protection of Victims of Non-International Armed Conflicts (Protocol II) (1977)*. Entered into force on 7 December 1978. [9]

[9] *The Additional Protocol to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Adoption of an Additional Distinctive Emblem (Protocol III), (2005) entered into force on 14 January 2007. The following states have so far ratified or acceded to this instrument as at 31 May 2009: Albania, Belize, Bulgaria, Canada, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Denmark, El Salvador, Estonia, Georgia, Guatemala, Honduras, Hungary, Iceland, Israel, Latvia, Liechtenstein, Lithuania, Monaco, Netherlands, Norway, Philippines, San Marino, Slovakia, Slovenia, Switzerland and United States of America.*

60. *Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II) (1977)*. Entré en vigueur le 7 décembre 1978. [9]

[9] *Le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949, relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III), (2005) est entré en vigueur le 14 janvier 2007. Les États suivants ont ratifié ou adhéré à cet instrument au 31 mai 2009: Albanie, Belize, Bulgarie, Canada, Croatie, Chypre, République tchèque, Danemark, El Salvador, Espagne, Estonie, Géorgie, Guatemala, Honduras, Hongrie, Islande, Israël, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Monaco, Pays-Bas, Norvège, Philippines, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suisse et États-Unis d'Amérique.*

Universal Instruments

Key:

- ★ Member States of the United Nations Organization
- # Member States of UNESCO
- United Nations Instruments
- UNESCO Instruments
- ◆ Instruments of the International Labour Organisation
- ◇ Other Instruments [10]

[10] *The Depositary of the Geneva Conventions and their Additional Protocols is the Swiss Federal Council. However, the International Committee of the Red Cross is considered promoter and guardian of International Humanitarian Law.*

Instruments universels

Légende:

- ★ États membres de l'Organisation des Nations Unies
- # États membres de l'UNESCO
- Instruments des Nations unies
- Instruments de l'UNESCO
- ◆ Instruments de l'Organisation Internationale du Travail
- ◇ Autres Instruments [10]

[10] *Le Conseil fédéral suisse est le dépositaire des Conventions de Genève et de leurs Protocoles additionnels. Cependant, le Comité international de la Croix-Rouge est considéré comme étant le promoteur et gardien du droit international humanitaire.*

2

Regional Instruments

- a) **African Union**
(Organization of African Unity)*
- b) **Council of Europe**
- c) **Organization of American States**

** In March 2001, the Organization of African Unity became the African Union.*

Regional Instruments

Key:

- * Member States of the United Nations Organization.
- # Member States of UNESCO.

Instruments régionaux

- a) **Union africaine**
(Organisation de l'Unité africaine)*
- b) **Conseil de l'Europe**
- c) **Organisation des États américains**

** En mars 2001, l'Organisation de l'Unité africaine est devenue l'Union africaine.*

Instruments régionaux

Légende:

- * États membres de l'Organisation des Nations Unies.
- # États membres de l'UNESCO.

a)

African Union - AU (Organization of African Unity - OAU)

List of Instruments and their Official Citations
(The numbers correspond to the columns in the table)

GENERAL INSTRUMENTS

1. *African Charter on Human and Peoples' Rights* (1981). Entered into force on 21 October 1986.
2. *Protocol to the African Charter on Human and Peoples' Rights on the Establishment of an African Court on Human and Peoples' Rights* (1998). Entered into force on 25 January 2004.
3. *Protocol of the Court of Justice of the African Union* (2003). Entered into force on 11 February 2008.[1]
[1] The Protocol to the African Charter on Human and Peoples' Rights on the Establishment of an African Court on Human and Peoples' Rights (1998) and the Protocol of the Court of Justice of the African Union (2003) are to be replaced once the Protocol on the Statute of the African Court of Justice and Human Rights (2008) enters into force. The Protocol envisages the merger of the two Courts into the African Court of Justice and Human Rights.
4. *African Charter on Democracy, Elections and Governance* (2007).
Not entered into force as at 31 May 2009.

INSTRUMENTS CONCERNING SPECIFIC ISSUES

Terrorism:

5. *OAU Convention on the Prevention and Combating of Terrorism* (1999).
Entered into force on 6 December 2002.
6. *Protocol to the OAU Convention on the Prevention and Combating of Terrorism* (2004). Not entered into force as at 31 May 2009.

Union africaine - UA (Organisation de l'Union africaine - OUA)

Liste des instruments et leurs références officielles
(Les numéros correspondent aux colonnes indiquées dans le tableau)

INSTRUMENTS GÉNÉRAUX

1. *Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples* (1981). Entrée en vigueur le 21 octobre 1986.
2. *Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples sur la création d'une Cour africaine des Droits de l'Homme et des Peuples* (1998). Entré en vigueur le 25 janvier 2004.
3. *Protocole de la Cour de Justice de l'Union africaine* (2003). Entré en vigueur le 11 février 2008.[1]
[1] Le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples sur la création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (1998) et le Protocole de la Cour de Justice de l'Union Africaine (2003) seront remplacés par le Protocole portant Statut de la Cour Africaine de Justice et des Droits de l'Homme (2008) lorsque celui-ci entrera en vigueur. Le Protocole prévoit la fusion des deux Cours en une Cour Africaine de Justice et des Droits de l'Homme.
4. *Charte africaine de la Démocratie, les Elections et la Gouvernance* (2007).
Non entrée en vigueur au 31 mai 2009.

INSTRUMENTS RELATIFS AUX QUESTIONS SPÉCIFIQUES

Terrorisme:

5. *Convention de l'OUA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme* (1999).
Entrée en vigueur le 6 décembre 2002.
6. *Protocole à la Convention de l'OUA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme* (2004). Non entré en vigueur au 31 mai 2009.

INSTRUMENTS RELATING TO THE PROTECTION OF PARTICULAR GROUPS

Women:

7. *Protocol to the African Charter on Human and Peoples' Rights on the Rights of Women in Africa* (2003). Entered into force on 25 November 2005.

Refugees:

8. *OAU Convention Governing the Specific Aspects of Refugee Problems in Africa* (1969). Entered into force on 20 June 1974.

Children:

9. *African Charter on the Rights and Welfare of the Child* (1990). Entered into force on 29 November 1999.

Youth:

10. *African Youth Charter* (2006). Not entered into force as at 31 May 2009.

INSTRUMENTS RELATIFS À LA PROTECTION CATÉGORIELLE

Femmes:

7. *Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme* (2003). Entré en vigueur le 25 novembre 2005.

Réfugiés:

8. *Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique* (1969). Entrée en vigueur le 20 juin 1974.

Enfants:

9. *Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant* (1990). Entrée en vigueur le 29 novembre 1999.

Jeunesse:

10. *Charte africaine de la jeunesse* (2006). Non entrée en vigueur au 31 mai 2009.

STATES	GENERAL INSTRUMENTS INSTRUMENTS GÉNÉRAUX				SPECIFIC ISSUES QUESTIONS SPÉCIFIQUES		PROTECTION OF PARTICULAR GROUPS PROTECTION CATÉGORIELLE				ÉTATS		
	1	2	3	4	Terrorism Terrorisme	6	Women Femmes	Refugees Réfugiés	Children Enfants	Youth Jeunesse			
	5	6	7	8	9	10							
Algeria	* #	x	x	x		x	x		x	x		Algérie	* #
Angola	* #	x				x		x	x	x		Angola	* #
Benin	* #	x				x		x	x	x		Bénin	* #
Botswana	* #	x							x	x		Botswana	* #
Burkina Faso	* #	x	x			x		x	x	x	x	Burkina Faso	* #
Burundi	* #	x	x			x	x		x	x		Burundi	* #
Cameroon	* #	x							x	x		Cameroun	* #
Cape Verde	* #	x				x		x	x	x		Cap-Vert	* #
Central African Republic	* #	x							x			République centrafricaine	* #
Chad	* #	x				x			x	x		Tchad	* #
Comoros	* #	x	x	x		x		x	x	x		Comores	* #
Congo	* #	x				x			x	x		Congo	* #
Côte d'Ivoire	* #	x	x						x	x		Côte d'Ivoire	* #
Dem. Rep. of the Congo	* #	x						x	x			Rép. dém. du Congo	* #
Djibouti	* #	x				x		x			x	Djibouti	* #
Egypt	* #	x		x		x			x	x		Égypte	* #
Equatorial Guinea	* #	x				x			x	x		Guinée équatoriale	* #
Eritrea	* #	x				x				x		Érythrée	* #
Ethiopia	* #	x			x	x	x		x	x		Éthiopie	* #
Gabon	* #	x	x	x		x			x	x	x	Gabon	* #
Gambia	* #	x	x					x	x	x		Gambie	* #
Ghana	* #	x	x			x		x	x	x		Ghana	* #
Guinea	* #	x				x			x	x		Guinée	* #
Guinea Bissau	* #	x				x		x	x	x	x	Guinée Bissau	* #
Kenya	* #	x	x			x			x	x		Kenya	* #
Lesotho	* #	x	x	x		x		x	x	x		Lesotho	* #
Liberia	* #	x						x	x	x		Libéria	* #
Libyan Arab Jamahiriya	* #	x	x	x		x	x		x	x	x	Jamahiriya Arabe Libyenne	* #
Madagascar	* #	x				x				x		Madagascar	* #
Malawi	* #	x	x			x		x	x	x		Malawi	* #

STATES	GENERAL INSTRUMENTS INSTRUMENTS GÉNÉRAUX				SPECIFIC ISSUES QUESTIONS SPÉCIFIQUES		PROTECTION OF PARTICULAR GROUPS PROTECTION CATÉGORIELLE				ÉTATS		
	1	2	3	4	Terrorism	Women	Refugees	Children	Youth				
					Terrorisme	Femmes	Réfugiés	Enfants	Jeunesse				
					5	6	7	8	9	10			
Mali	* #	x	x	x		x	x	x	x	x	x	Mali	* #
Mauritania	* #	x	x		x		x	x	x			Mauritanie	* #
Mauritius	* #	x	x	x		x			x	x		Maurice	* #
Mozambique	* #	x	x	x		x		x	x	x	x	Mozambique	* #
Namibia	* #	x					x		x	x	x	Namibie	* #
Niger	* #	x	x	x		x	x		x	x	x	Niger	* #
Nigeria	* #	x	x			x		x	x			Nigeria	* #
Rwanda	* #	x	x	x		x		x	x	x	x	Rwanda	* #
São Tome and Príncipe	* #	x										São Tomé et Príncipe	* #
Senegal	* #	x	x			x		x	x			Sénégal	* #
Seychelles	* #	x				x		x	x			Seychelles	* #
Sierra Leone	* #	x						x	x			Sierra Leone	* #
Somalia	* #	x										Somalie	* #
South Africa	* #	x	x	x		x	x	x	x			Afrique du Sud	* #
Sudan	* #	x		x		x		x	x			Soudan	* #
Swaziland	* #	x						x				Swaziland	* #
Togo	* #	x	x			x		x	x	x	x	Togo	* #
Tunisia	* #	x	x	x		x	x		x			Tunisie	* #
Uganda	* #	x	x			x		x	x	x	x	Ouganda	* #
United Republic of Tanzania	* #	x	x	x		x		x	x			République-Unie de Tanzanie	* #
Zambia	* #	x						x	x	x		Zambie	* #
Zimbabwe	* #	x						x	x	x		Zimbabwe	* #
Total number of States Parties		53 ¹	25	15	2	39 ¹	9	27	45 ²	45	13	Nombre total des États parties	

53 Member States of the African Union¹

53 États membres de l'Union africaine¹

1. Sahrawi Arab Democratic Republic, recognized by the AU, is a member of the AU and a party to this Convention.

2. Morocco, which suspended its membership of the OAU in 1984, is a party to this Convention.

1. La République arabe sahraïe démocratique, reconnue par l'UA, est membre de l'UA et partie à cette Convention.

2. Le Maroc, qui a suspendu son adhésion à l'OUA en 1984, est partie à cette Convention.

b) Council of Europe (CoE)

List of Instruments and their Official Citations
(The numbers correspond to the columns in the table)

GENERAL INSTRUMENTS

1. *European Convention on Human Rights* (1950), formally entitled *Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms*. Council of Europe, *European Treaty Series No. 5*. Entered into force on 3 September 1953.
Amended by Protocol No. 11 (European Treaty Series No. 155, entered into force on 1 November 1998), which replaced Protocols 2, 3, 5, 8, 9 and 10 and repealed Articles 25 and 46 of the Convention.
2. *Protocol to the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms* (1952), Council of Europe, *European Treaty Series No. 9*. Entered into force on 18 May 1954. Amended by Protocol No. 11 (European Treaty Series No. 155, entered into force on 1 November 1998).
3. *Protocol No. 4 to the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, securing certain rights and freedoms other than those already included in the Convention and in the first Protocol thereto* (1963), Council of Europe, *European Treaty Series No. 46*. Entered into force on 2 May 1968. Amended by Protocol No. 11 (European Treaty Series No. 155, entered into force on 1 November 1998).
4. *Protocol No. 6 to the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms concerning the Abolition of the Death Penalty* (1983), Council of Europe, *European Treaty Series No. 114*. Entered into force on 1 March 1985. Amended by Protocol No. 11 (European Treaty Series No. 155, entered into force on 1 November 1998).

Conseil de l'Europe (CoE)

Liste des instruments et leurs références officielles
(Les numéros correspondent aux colonnes indiquées dans le tableau)

INSTRUMENTS GÉNÉRAUX

1. *Convention européenne des Droits de l'Homme* (1950), intitulée officiellement *Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales*. Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 5*. Entrée en vigueur le 3 septembre 1953.
Amendée par le Protocole n° 11 (Série des traités européens n° 155, entré en vigueur le 1er novembre 1998), qui remplace les Protocoles 2, 3, 5, 8, 9 et 10 et abroge les articles 25 et 46 de la Convention.
2. *Protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales* (1952), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 9*. Entré en vigueur le 18 mai 1954. Amendé par le Protocole n° 11 (Série des traités européens n° 155, entré en vigueur le 1^{er} novembre 1998).
3. *Protocole n° 4 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, reconnaissant certains droits et libertés autres que ceux figurant déjà dans la Convention et dans le premier Protocole additionnel à la Convention* (1963), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 46*. Entré en vigueur le 2 mai 1968.
Amendé par le Protocole n° 11 (Série des traités européens n° 155, entré en vigueur le 1^{er} novembre 1998).
4. *Protocole n° 6 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort* (1983), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 114*. Entré en vigueur le 1er mars 1985. Amendé par le Protocole n° 11 (Série des traités européens n° 155, entré en vigueur le 1^{er} novembre 1998).

5. *Protocol No. 7 to the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms (recognition of new rights) (1984), Council of Europe, European Treaty Series No. 117.* Entered into force on 1 November 1988. Amended by Protocol No. 11 (European Treaty Series No. 155, entered into force on 1 November 1998).
 6. *Protocol No. 11 to the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms restructuring the control machinery established thereby (1994), Council of Europe, European Treaty Series No. 155.* Entered into force on 1 November 1998. Protocol No. 11 replaced Protocols 2, 3, 5, 8, 9 and 10 and repealed Articles 25 and 46 of the European Convention on Human Rights, as from the date of its entry into force on 1 November 1998.
 7. *Protocol No. 12 to the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms (2000), Council of Europe, European Treaty Series No. 177.* Entered into force on 1 April 2005.
 8. *Protocol No. 13 to the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, concerning the Abolition of the Death Penalty in all Circumstances (2002), Council of Europe, European Treaty Series No. 187.* Entered into force on 1 July 2003.
 9. *Protocol No. 14 to the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms Amending the Control System of the Convention (2004), Council of Europe, European Treaty Series No. 194.* Not entered into force as at 31 May 2009.[1]
- [1] *The Protocol No. 14bis to the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms was adopted on 12 May 2009 in order to regulate some procedural issues concerning the functioning of the European Court on Human Rights, until the entry into force of Protocol No. 14. The Protocol 14bis shall enter into force following three ratifications. As at 31 May 2009, it has received two ratifications (Denmark, Norway).*
5. *Protocole n° 7 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (reconnaissance de nouveaux droits) (1984), Conseil de l'Europe, Série des traités européens n° 117.* Entré en vigueur le 1^{er} novembre 1988. Amendé par le Protocole n° 11 (Série des traités européens n° 155, entré en vigueur le 1^{er} novembre 1998).
 6. *Protocole n° 11 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la Convention (1994), Conseil de l'Europe, Série des traités européens n° 155.* Entré en vigueur le 1^{er} novembre 1998. Le Protocole n° 11 a remplacé les Protocoles 2, 3, 5, 8, 9, et 10, et abrogé les articles 25 et 46 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, à compter de la date de son entrée en vigueur le 1^{er} novembre 1998.
 7. *Protocole n° 12 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (2000), Conseil de l'Europe, Série des traités européens n° 177.* Entré en vigueur le 1^{er} avril 2005.
 8. *Protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, concernant l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances (2002), Conseil de l'Europe, Série des traités européens n° 187.* Entré en vigueur le 1^{er} juillet 2003.
 9. *Protocole n° 14 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la Convention (2004), Conseil de l'Europe, Série des traités européens n° 194.* Non entré en vigueur au 31 mai 2009.[1]
- [1] *Le Protocole n° 14 bis à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales a été adopté le 12 mai 2009. Il permet de répondre à des problèmes de procédure concernant le fonctionnement de la Cour européenne des Droits de l'Homme avant l'entrée en vigueur du Protocole n° 14. Le Protocole n° 14 bis entrera en vigueur après la troisième ratification. Au 31 mai 2009, il était ratifié par deux États (Le Danemark et la Norvège).*
10. *European Agreement relating to Persons Participating in Proceedings of the European Commission and Court of Human Rights (1969), Council of Europe, European Treaty Series No. 67.* Entered into force on 17 April 1971.
 11. *European Agreement relating to Persons Participating in Proceedings of the European Court of Human Rights (1996), Council of Europe, European Treaty Series No. 161.* Entered into force on 1 January 1999.
 12. *European Social Charter (1961), Council of Europe, European Treaty Series No. 35.* Entered into force on 26 February 1965.
 13. *Additional Protocol to the European Social Charter (1988), Council of Europe, European Treaty Series No. 128.* Entered into force on 4 September 1992.
10. *Accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Commission et la Cour européennes des Droits de l'Homme (1969), Conseil de l'Europe, Série des traités européens n° 67.* Entré en vigueur le 17 avril 1971.
 11. *Accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Cour européenne des Droits de l'Homme (1996), Conseil de l'Europe, Série des traités européens n° 161.* Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1999.
 12. *Charte sociale européenne (1961), Conseil de l'Europe, Série des traités européens n° 35.* Entrée en vigueur le 26 février 1965.
 13. *Protocole additionnel à la Charte sociale européenne (1988), Conseil de l'Europe, Série des traités européens n° 128.* Entré en vigueur le 4 septembre 1992.

14. *Protocol amending the European Social Charter* (1991), Council of Europe, *European Treaty Series No. 142*. Not entered into force as at 31 May 2009.
 15. *Additional Protocol to the European Social Charter Providing for a System of Collective Complaints* (1995), Council of Europe, *European Treaty Series No. 158*. Entered into force on 1 July 1998.
 16. *European Social Charter (revised)* (1996), Council of Europe, *European Treaty Series No. 163*. Entered into force on 1 July 1999.
 17. *Convention for the Protection of Individuals with regard to Automatic Processing of Personal Data* (1981), Council of Europe, *European Treaty Series No. 108*. Entered into force on 1 October 1985.
 18. *Convention for the Protection of Human Rights and Dignity of the Human Being with regard to the Application of Biology and Medicine: Convention on Human Rights and Biomedicine* (1997), Council of Europe, *European Treaty Series No. 164*. Entered into force on 1 December 1999.
 19. *Additional Protocol to the Convention for the Protection of Human Rights and Dignity of the Human Being with regard to the Application of Biology and Medicine, on the Prohibition of Cloning Human Beings* (1998), Council of Europe, *European Treaty Series No. 168*. Entered into force on 1 March 2001.
 20. *Additional Protocol to the Convention on Human Rights and Biomedicine concerning transplantation of Organs and Tissues of Human Origin* (2002), Council of Europe, *European Treaty Series No. 186*. Entered into force on 1 May 2006.
 21. *Additional Protocol to the Convention on Human Rights and Biomedicine, concerning Biomedical Research* (2005), Council of Europe, *European Treaty Series No. 195*. Entered into force on 1 September 2007.
 22. *Convention on Cybercrime* (2001), Council of Europe, *European Treaty Series No. 185*. Entered into force on 1 July 2004.
 23. *Council of Europe Convention on Action against Trafficking in Human Beings* (2005), Council of Europe, *European Treaty Series No. 197*. Entered into force on 1 February 2008.
14. *Protocole portant amendement à la Charte sociale européenne* (1991), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 142*. Non entré en vigueur au 31 mai 2009.
 15. *Protocole additionnel à la Charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives* (1995), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 158*. Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1998.
 16. *Charte sociale européenne (révisée)* (1996), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 163*. Entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1999.
 17. *Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel* (1981), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 108*. Entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1985.
 18. *Convention pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine: Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine* (1997), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 164*. Entrée en vigueur le 1^{er} décembre 1999.
 19. *Protocole additionnel à la Convention pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine, portant interdiction du clonage d'êtres humains* (1998), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 168*. Entré en vigueur le 1^{er} mars 2001.
 20. *Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine* (2002), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 186*. Entré en vigueur le 1^{er} mai 2006.
 21. *Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine, relatif à la recherche biomédicale* (2005), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 195*. Entré en vigueur le 1^{er} septembre 2007.
 22. *Convention sur la cybercriminalité* (2001), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 185*. Entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2004.
 23. *Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains* (2005), Conseil de l'Europe, *Série des traités n° 197*. Entrée en vigueur le 1^{er} février 2008.

INSTRUMENTS CONCERNING SPECIFIC ISSUES

Prevention of discrimination:

24. *Additional Protocol to the Convention on cybercrime, concerning the criminalization of acts of a racist and xenophobic nature committed through computer systems* (2003), Council of Europe, *European Treaty Series No. 189*. Entered into force on 1 March 2006.

Terrorism:

25. *European Convention on the Suppression of the Terrorism* (1977), Council of Europe, *European Treaty Series No. 090*. Entered into force on 4 August 1978.
26. *Protocol amending the European Convention on the Suppression of Terrorism* (2003), Council of Europe, *European Treaty Series No. 190*. Not entered into force as at 31 May 2009.
27. *Council of Europe Convention on the Prevention of Terrorism* (2005), Council of Europe, *European Treaty Series No. 196*. Entered into force on 1 June 2007.

Genocide, war crimes, crimes against humanity:

28. *European Convention on the Non-Applicability of Statutory Limitations to Crimes against Humanity and War Crimes* (1974), Council of Europe, *European Treaty Series No. 82*. Entered into force on 27 June 2003.

Torture, inhuman and degrading treatment or punishment:

29. *European Convention for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment* (1987), Council of Europe, *European Treaty Series No. 126*. Entered into force on 1 February 1989.
30. *Protocol No. 1 to the European Convention for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (concerning the accession to the Convention of a non-member State of the Council of Europe)* (1993), Council of Europe, *European Treaty Series No. 151*. Entered into force on 1 March 2002.

INSTRUMENTS RELATIFS AUX QUESTIONS SPÉCIFIQUES

Lutte contre la discrimination:

24. *Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques* (2003), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 189*. Entré en vigueur le 1^{er} mars 2006.

Terrorisme :

25. *Convention européenne pour la répression du terrorisme* (1977), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 090*. Entrée en vigueur le 4 août 1978.
26. *Protocole portant amendement de la Convention européenne pour la répression du terrorisme* (2003), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 190*. Non entré en vigueur au 31 mai 2009.
27. *Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme* (2005), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 196*. Entrée en vigueur au 1 juin 2007.

Génocide, crimes de guerre, crimes contre l'humanité :

28. *Convention européenne sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre* (1974), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 82*. Entrée en vigueur le 27 juin 2003.

Torture, peines ou traitements inhumains ou dégradants :

29. *Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants* (1987), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 126*. Entrée en vigueur le 1^{er} février 1989.
30. *Protocole n° 1 à la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (concernant l'adhésion à la Convention d'un État non-membre du Conseil de l'Europe)* (1993), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 151*. Entré en vigueur le 1^{er} mars 2002.

31. *Protocol No. 2 to the European Convention for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (concerning the possibility for the members of the Committee for the Prevention of Torture to be re-elected twice but not more than for six years)* (1993), Council of Europe, *European Treaty Series No. 152*. Entered into force on 1 March 2002.

INSTRUMENTS RELATING TO THE PROTECTION OF PARTICULAR GROUPS

Aliens, refugees, stateless persons:

32. *European Agreement on Transfer of Responsibility for Refugees* (1980), Council of Europe, *European Treaty Series No. 107*. Entered into force on 1 December 1980.
33. *Convention on the Participation of Foreigners in Public Life at Local Level* (1992), Council of Europe, *European Treaty Series No. 144*. Entered into force on 1 May 1997.
34. *Council of Europe Convention on the avoidance of statelessness in relation to State succession* (2006), Council of Europe, *European Treaty Series No. 200*. Entered into force on 1 May 2009.

Workers:

35. *European Convention on the Legal Status of Migrant Workers* (1977), Council of Europe, *European Treaty Series No. 93*. Entered into force on 1 May 1983.

Minorities:

36. *European Charter for Regional or Minority Languages* (1992), Council of Europe, *European Treaty Series No. 148*. Entered into force on 1 March 1998.
37. *Framework Convention for the Protection of National Minorities* (1995), Council of Europe, *European Treaty Series No. 157*. Entered into force on 1 February 1998.

Children:

38. *European Convention on the Exercise of Children's Rights* (1996), Council of Europe, *European Treaty Series No. 160*. Entered into force on 1 July 2000.

31. *Protocole n° 2 à la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (concernant la possibilité pour les membres du Comité pour la prévention de la torture d'être rééligible deux fois sans excéder six ans)* (1993), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 152*. Entré en vigueur le 1^{er} mars 2002.

INSTRUMENTS RELATIFS À LA PROTECTION CATÉGORIELLE

Étrangers, réfugiés, apatrides :

32. *Accord européen sur le transfert de la responsabilité à l'égard des réfugiés* (1980), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 107*. Entré en vigueur le 1^{er} décembre 1980.
33. *Convention sur la participation des étrangers à la vie publique au niveau local* (1992), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 144*. Entrée en vigueur le 1^{er} mai 1997.
34. *Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention des cas d'apatridie en relation avec la succession d'Etats* (2006), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 200*. Entrée en vigueur le 1^{er} mai 2009.

Travailleurs :

35. *Convention européenne relative au statut juridique du travailleur migrant* (1977), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 93*. Entrée en vigueur le 1^{er} mai 1983.

Minorités :

36. *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires* (1992), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 148*. Entrée en vigueur le 1^{er} mars 1998.
37. *Convention-cadre pour la protection des minorités nationales* (1995), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 157*. Entrée en vigueur le 1^{er} février 1998.

Enfants :

38. *Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants* (1996), Conseil de l'Europe, *Série des traités européens n° 160*. Entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2000.

c) *Organization of American States (OAS)*

List of Instruments and their Official Citations
(The numbers correspond to the columns in the table)

GENERAL INSTRUMENTS

1. *American Convention on Human Rights* (1969), “*Pact of San José*”, *Organization of American States, OAS Treaty Series, No. 36*. Entered into force on 18 July 1978.
2. *Additional Protocol to the American Convention on Human Rights in the Area of Economic, Social and Cultural Rights*, “*Protocol of San Salvador*” (1988). *OAS Treaty Series, No. 69*. Entered into force on 16 November 1999.
3. *Protocol to the American Convention on Human Rights to Abolish the Death Penalty* (1990). *OAS Treaty Series, No. 73*. Shall enter into force between the States which ratify or accede to it when they deposit their respective instruments of ratification or accession (Article 4).

INSTRUMENTS CONCERNING SPECIFIC ISSUES

Prevention of discrimination:

4. *Inter-American Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Persons with Disabilities* (1999). Entered into force on 14 September 2001.

Forced disappearances:

5. *Inter-American Convention on the Forced Disappearance of Persons* (1994). Entered into force on 28 March 1996.

Organisation des États américains (OEA)

Liste des instruments et leurs références officielles
(Les numéros correspondent aux colonnes indiquées dans le tableau)

INSTRUMENTS GÉNÉRAUX

1. *Convention américaine relative aux Droits de l’Homme* (1969), “*Pacte de San José*”, *Organisation des États américains. Série des traités OEA, n° 36*. Entrée en vigueur le 18 juillet 1978.
2. *Protocole additionnel à la Convention américaine sur les Droits de l’Homme dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels*, “*Protocole de San Salvador*” (1988). *Série des traités OEA, n° 69*. Entré en vigueur le 16 novembre 1999.
3. *Protocole à la Convention américaine sur les Droits de l’Homme pour abolir la peine de mort* (1990). *Série des traités OEA, n° 73*. Entre en vigueur entre les États qui l’ont ratifié ou qui y ont adhéré, lorsque seront déposés leurs instruments respectifs de ratification ou d’adhésion (article 4).

INSTRUMENTS RELATIFS AUX QUESTIONS SPÉCIFIQUES

Lutte contre la discrimination:

4. *Convention interaméricaine sur l’élimination de toutes formes de discrimination à l’égard des personnes handicapées* (1999). Entrée en vigueur le 14 septembre 2001.

Disparitions forcées de personnes:

5. *Convention interaméricaine sur la disparition forcée des personnes* (1994). Entrée en vigueur le 28 mars 1996.

Terrorism:

6. *Convention to Prevent and Punish the Acts of Terrorism Taking the Form of Crimes Against Persons and Related Extortion that are of International Significance* (1971). *OAS Treaty Series, No. 37*. Shall enter into force for each State on the date of deposit of its instrument of ratification (article 12).
7. *Inter-American Convention against Terrorism* (2002). Entered into force on 10 July 2003.

Torture:

8. *Inter-American Convention to Prevent and Punish Torture* (1985). *OAS Treaty Series, No. 67*. Entered into force on 28 February 1987.

Asylum:

9. *OAS Convention on Asylum* (1928), *International Conferences of American States, 1889-1928, p. 434*. Entered into force on 21 May 1929.
10. *OAS Convention on Political Asylum* (1933), *International Conferences of American States, 1st Supplement, 1933-1940*. Entered into force on 28 March 1935.
11. *OAS Convention on Diplomatic Asylum* (1954). *OAS Treaty Series, No. 18*. Entered into force on 29 December 1954.
12. *OAS Convention on Territorial Asylum* (1954). *OAS Treaty Series, No. 19*. Entered into force on 29 December 1954.

INSTRUMENTS RELATING TO THE PROTECTION OF PARTICULAR GROUPS

Aliens, refugees, stateless persons:

13. *Convention relative to the Rights of Aliens* (1902). *OAS Treaty Series, No. 32*. Does not contain provisions regarding entry into force.
14. *Convention on the Status of Aliens* (1928). *OAS Treaty Series, No. 34*. Entered into force on 29 August 1929.

Terrorisme:

6. *Convention pour la prévention et la répression des actes de terrorisme prenant la forme de crime contre des personnes ou d'actes d'extorsion connexes qui ont une portée internationale* (1971). *Série des traités OEA, n° 37*. Entre en vigueur pour chaque Etat à la date du dépôt de son instrument de ratification (article 12).
7. *Convention interaméricaine contre le terrorisme* (2002). Entrée en vigueur le 10 juillet 2003.

Torture:

8. *Convention de l'OEA pour la prévention et la répression de la torture* (1985). *Série des traités OEA, n° 67*. Entrée en vigueur le 28 février 1987.

Asile:

9. *Convention de l'OEA sur l'asile* (1928), *International Conferences of American States, 1889-1928, p. 434*. Entrée en vigueur le 21 mai 1929.
10. *Convention de l'OEA sur l'asile politique* (1933), *International Conferences of American States, 1^{er} supplément, 1933-1940*. Entrée en vigueur le 28 mars 1935.
11. *Convention de l'OEA sur l'asile diplomatique* (1954). *Série des traités OEA, n° 18*. Entrée en vigueur le 29 décembre 1954.
12. *Convention de l'OEA sur l'asile territorial* (1954). *Série des traités OEA, n° 19*. Entrée en vigueur le 29 décembre 1954.

INSTRUMENTS RELATIFS À LA PROTECTION CATÉGORIELLE

Étrangers, réfugiés, apatrides:

13. *Convention relative aux droits des étrangers* (1902). *Série des traités OEA, n° 32*. Ne contient pas de dispositions relatives à l'entrée en vigueur.
14. *Convention sur le statut des étrangers* (1928). *Série des traités OEA, n° 34*. Entrée en vigueur le 29 août 1929.

Women:

15. *OAS Convention on the Nationality of Women* (1933), *International Conferences of American States, 1st Supplement, 1933-1940*. Entered into force on 29 August 1934.
16. *Inter-American Convention on the Granting of Political Rights to Women* (1948), *OAS Treaty Series, No. 3*. Entered into force on 29 December 1954.
17. *Inter-American Convention on the Granting of Civil Rights to Women* (1948), *OAS Treaty Series, No. 23*. Shall enter into force for each State on the date of deposit of its instrument of ratification.
18. *Inter-American Convention on the Prevention, Punishment and Eradication of Violence against Women, "Convention of Belém do Pará"* (1994). Entered into force on 5 March 1995.

Children:

19. *Inter-American Convention on the International Return of Children* (1989), *OAS Treaty Series, No. 70*. Entered into force on 4 November 1994.
20. *Inter-American Convention on International Traffic in Minors* (1994), *OAS Treaty Series No. 79*. Entered into force on 15 August 1997.
21. *Inter-American Convention on Support Obligations* (1989), *OAS Treaty Series No. 71*. Entered into force on 6 March 1996.
22. *Inter-American Convention on Conflict of Laws Concerning the Adoption of Minors* (1984), *OAS Treaty Series No. 62*. Entered into force on 26 May 1988.

Femmes:

15. *Convention de l'OEA sur la nationalité de la femme* (1933), *International Conferences of American States, 1^{er} supplément, 1933-194*. Entrée en vigueur le 29 août 1934.
16. *Convention interaméricaine sur la concession des droits politiques à la femme* (1948), *Série des traités OEA, n° 3*. Entrée en vigueur le 29 décembre 1954.
17. *Convention interaméricaine sur la concession des droits civils à la femme* (1948), *Série des traités OEA, n° 23*. Entrée en vigueur le 17 mars 1949. Entre en vigueur pour chaque Etat à la date du dépôt de son instrument de ratification.
18. *Convention interaméricaine sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre les femmes, «Convention de Belém do Pará»* (1994). Entrée en vigueur le 5 mars 1995.

Enfants:

19. *Convention interaméricaine sur le retour international des enfants* (1989), *Série des traités OEA n° 70*. Entrée en vigueur le 4 novembre 1994.
20. *Convention interaméricaine sur le trafic international des mineurs* (1994), *Série des traités OEA n° 79*. Entrée en vigueur le 15 août 1997.
21. *Convention interaméricaine sur les obligations alimentaires* (1989), *Série des traités OEA n° 71*. Entrée en vigueur le 6 mars 1996.
22. *Convention interaméricaine sur les conflits de lois en matière d'adoption de mineurs* (1984), *Série des traités OEA n° 62*. Entrée en vigueur le 26 mai 1988.

STATES	GENERAL INSTRUMENTS INSTRUMENTS GÉNÉRAUX	SPECIFIC ISSUES QUESTIONS SPÉCIFIQUES											PROTECTION OF PARTICULAR GROUPS PROTECTION CATÉGORIELLE							ÉTATS					
		Terrorism Terrorisme		Asylum Asile		Aliens, etc. Étrangers, etc.		Women Femmes			Children Enfants														
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22		
Antigua and Barbuda	* #							x											x	x				Antigua-et-Barbuda	* #
Argentina	* #	x	x	x	x	x		x	x			x			x	x	x	x	x	x	x	x		Argentine	* #
Bahamas	* #																		x					Bahamas	* #
Barbados	* #	x																	x					Barbade	* #
Belize	* #																		x	x	x	x	x	Belize	* #
Bolivia	* #	x	x		x	x	x		x					x			x	x	x	x	x	x		Bolivie	* #
Brazil	* #	x	x	x	x		x	x	x	x	x	x	x		x	x	x	x	x	x	x	x	x	Brésil	* #
Canada	* #							x								x	x	x						Canada	* #
Chile	* #	x		x	x			x	x		x			x	x	x	x	x	x				x	Chili	* #
Colombia	* #	x	x		x	x	x	x	x	x	x		x	x	x	x	x	x	x	x	x		x	Colombie	* #
Costa Rica	* #	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		Costa Rica	* #
Cuba	* #									x	x					x	x	x						Cuba	* #
Dominica	* #	x						x								x	x	x	x					Dominique	* #
Dominican Republic	* #	x			x		x	x	x	x	x	x		x	x		x	x	x					République Dominicaine	* #
Ecuador	* #	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		Équateur	* #
El Salvador	* #	x	x		x		x	x	x	x	x	x	x	x			x	x	x		x			El Salvador	* #
Grenada	* #	x					x	x											x					Grenade	* #
Guatemala	* #	x	x		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x			x		Guatemala	* #
Guyana	* #							x											x					Guyane	* #
Haiti	* #	x								x	x	x	x		x		x		x					Haïti	* #
Honduras	* #	x				x	x	x		x	x			x		x	x	x	x		x		x	Honduras	* #
Jamaica	* #	x																	x					Jamaïque	* #
Mexico	* #	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		x	x	x	x	x	x	x	x	x	Mexique	* #
Nicaragua	* #	x		x	x		x	x		x	x			x	x	x	x	x	x	x	x			Nicaragua	* #
Panama	* #	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		x	x	x	x	x		x	x	x	Panama	* #
Paraguay	* #	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x				x	x	x	x	x	x		Paraguay	* #
Peru	* #	x	x		x	x	x	x	x	x	x	x			x		x		x	x	x	x		Pérou	* #

STATES	GENERAL INSTRUMENTS INSTRUMENTS GÉNÉRAUX	SPECIFIC ISSUES QUESTIONS SPÉCIFIQUES											PROTECTION OF PARTICULAR GROUPS PROTECTION CATÉGORIELLE						ÉTATS						
		1	2	3	4	5	Terrorism Terrorisme		8	9	Asylum Asile		Aliens, etc. Étrangers, etc.		Women Femmes		Children Enfants								
							6	7			10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22		
Saint Lucia	* #																		x					Sainte-Lucie	* #
Saint Kitts and Nevis	* #																		x					Saint-Kitts-et-Nevis	* #
St Vincent and the Grenadines	* #																		x					Saint-Vincent-et-Grenadines	* #
Suriname	* #	x	x						x								x	x	x					Suriname	* #
Trinidad and Tobago	* #							x											x					Trinité et Tobago	* #
United States of America	* #						x	x							x	x	x							États-Unis d'Amérique	* #
Uruguay	* #	x	x	x	x	x	x	x	x		x	x		x	x	x	x	x	x	x	x	x		Uruguay	* #
Venezuela	* #	x		x	x	x	x	x			x	x				x	x	x	x	x				Venezuela	* #
Total number of States Parties		24a	14	11	17	13	18	24	17	16	16	14	12	10	15	17	24	21	32	14	14	12	7	Nombre total des États parties	

35 Member States of the Organization of American States

35 États membres de l'Organisation des États américains

a. Trinidad and Tobago denounced this treaty on 26 May 1998.

a. Trinité et Tobago a dénoncé ce traité le 26 mai 1998.

Universal Declaration of Human Rights

Adopted and proclaimed by General Assembly resolution 217 A (III) of 10 December 1948

Preamble: *Whereas recognition of the inherent dignity and of the equal and inalienable rights of all members of the human family is the foundation of freedom, justice and peace in the world,*

Whereas disregard and contempt for human rights have resulted in barbarous acts which have outraged the conscience of mankind, and the advent of a world in which human beings shall enjoy freedom of speech and belief and freedom from fear and want has been proclaimed as the highest aspiration of the common people,

Whereas it is essential, if man is not to be compelled to have recourse, as a last resort, to rebellion against tyranny and oppression, that human rights should be protected by the rule of law,

Whereas it is essential to promote the development of friendly relations between nations,

Whereas the peoples of the United Nations have in the Charter reaffirmed their faith in fundamental human rights, in the dignity and worth of the human person and in the equal rights of men and women and have determined to promote social progress and better standards of life in larger freedom,

Whereas Member States have pledged themselves to achieve, in cooperation with the United Nations, the promotion of universal respect for and observance of human rights and fundamental freedoms,

Déclaration universelle des droits de l'homme

Adoptée et proclamée par l'Assemblée générale dans sa résolution 217 A (III) du 10 décembre 1948

Préambule: *Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,*

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme,

Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression,

Considérant qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations,

Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

Considérant que les Etats Membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Whereas a common understanding of these rights and freedoms is of the greatest importance for the full realization of this pledge,

Now, therefore, The General Assembly proclaims this Universal Declaration of Human Rights as a common standard of achievement for all peoples and all nations, to the end that every individual and every organ of society, keeping this Declaration constantly in mind, shall strive by teaching and education to promote respect for these rights and freedoms and by progressive measures, national and international, to secure their universal and effective recognition and observance, both among the peoples of Member States themselves and among the peoples of territories under their jurisdiction.

Article 1. All human beings are born free and equal in dignity and rights. They are endowed with reason and conscience and should act towards one another in a spirit of brotherhood.

Article 2. Everyone is entitled to all the rights and freedoms set forth in this Declaration, without distinction of any kind, such as race, colour, sex, language, religion, political or other opinion, national or social origin, property, birth or other status. Furthermore, no distinction shall be made on the basis of the political, jurisdictional or international status of the country or territory to which a person belongs, whether it be independent, trust, non-self-governing or under any other limitation of sovereignty.

Article 3. Everyone has the right to life, liberty and security of person.

Article 4. No one shall be held in slavery or servitude; slavery and the slave trade shall be prohibited in all their forms.

Article 5. No one shall be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment.

Article 6. Everyone has the right to recognition everywhere as a person before the law.

Article 7. All are equal before the law and are entitled without any discrimination to equal protection of the law. All are entitled to equal protection against any discrimination in violation of this Declaration and against any incitement to such discrimination.

Considérant qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement,

L'Assemblée générale proclame la présente Déclaration universelle des droits de l'homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des Etats Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction.

Article premier Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

Article 2. Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.

Article 3. Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Article 4. Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude ; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

Article 5. Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Article 6. Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

Article 7. Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination.

Article 8. Everyone has the right to an effective remedy by the competent national tribunals for acts violating the fundamental rights granted him by the constitution or by law.

Article 9. No one shall be subjected to arbitrary arrest, detention or exile.

Article 10. Everyone is entitled in full equality to a fair and public hearing by an independent and impartial tribunal, in the determination of his rights and obligations and of any criminal charge against him.

Article 11. (1) Everyone charged with a penal offence has the right to be presumed innocent until proved guilty according to law in a public trial at which he has had all the guarantees necessary for his defence. (2) No one shall be held guilty of any penal offence on account of any act or omission which did not constitute a penal offence, under national or international law, at the time when it was committed. Nor shall a heavier penalty be imposed than the one that was applicable at the time the penal offence was committed.

Article 12. No one shall be subjected to arbitrary interference with his privacy, family, home or correspondence, nor to attacks upon his honour and reputation. Everyone has the right to the protection of the law against such interference or attacks.

Article 13. (1) Everyone has the right to freedom of movement and residence within the borders of each State. (2) Everyone has the right to leave any country, including his own, and to return to his country.

Article 14. (1) Everyone has the right to seek and to enjoy in other countries asylum from persecution. (2) This right may not be invoked in the case of prosecutions genuinely arising from non-political crimes or from acts contrary to the purposes and principles of the United Nations.

Article 15. (1) Everyone has the right to a nationality. (2) No one shall be arbitrarily deprived of his nationality nor denied the right to change his nationality.

Article 16. (1) Men and women of full age, without any limitation due to race, nationality or religion, have the right to marry and to found a family. They are entitled to equal rights as to marriage, during marriage and at its dissolution. (2) Marriage shall be entered into only with the free and full consent of the intending spouses. (3) The family is the natural and fundamental group unit of society and is entitled to protection by society and the State.

Article 8. Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi.

Article 9. Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.

Article 10. Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

Article 11. (1) Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées. (2) Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

Article 12. Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

Article 13. (1) Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat. (2) Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

Article 14. (1) Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays. (2) Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article 15. (1) Tout individu a droit à une nationalité. (2) Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

Article 16. (1) A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution. (2) Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux. (3) La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat.

Article 17. (1) Everyone has the right to own property alone as well as in association with others. (2) No one shall be arbitrarily deprived of his property.

Article 18. Everyone has the right to freedom of thought, conscience and religion; this right includes freedom to change his religion or belief, and freedom, either alone or in community with others and in public or private, to manifest his religion or belief in teaching, practice, worship and observance.

Article 19. Everyone has the right to freedom of opinion and expression; this right includes freedom to hold opinions without interference and to seek, receive and impart information and ideas through any media and regardless of frontiers.

Article 20. (1) Everyone has the right to freedom of peaceful assembly and association. (2) No one may be compelled to belong to an association.

Article 21. (1) Everyone has the right to take part in the government of his country, directly or through freely chosen representatives. (2) Everyone has the right of equal access to public service in his country. (3) The will of the people shall be the basis of the authority of government; this will shall be expressed in periodic and genuine elections which shall be by universal and equal suffrage and shall be held by secret vote or by equivalent free voting procedures.

Article 22. Everyone, as a member of society, has the right to social security and is entitled to realization, through national effort and international co-operation and in accordance with the organization and resources of each State, of the economic, social and cultural rights indispensable for his dignity and the free development of his personality.

Article 23. (1) Everyone has the right to work, to free choice of employment, to just and favourable conditions of work and to protection against unemployment. (2) Everyone, without any discrimination, has the right to equal pay for equal work. (3) Everyone who works has the right to just and favourable remuneration ensuring for himself and his family an existence worthy of human dignity, and supplemented, if necessary, by other means of social protection. (4) Everyone has the right to form and to join trade unions for the protection of his interests.

Article 17. (1) Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété. (2) Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.

Article 18. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

Article 19. Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

Article 20. (1) Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques. (2) Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.

Article 21. (1) Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis. (2) Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays. (3) La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics ; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.

Article 22. Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

Article 23. (1) Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage. (2) Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal. (3) Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale. (4) Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

Article 24. Everyone has the right to rest and leisure, including reasonable limitation of working hours and periodic holidays with pay.

Article 25. (1) Everyone has the right to a standard of living adequate for the health and well-being of himself and of his family, including food, clothing, housing and medical care and necessary social services, and the right to security in the event of unemployment, sickness, disability, widowhood, old age or other lack of livelihood in circumstances beyond his control. (2) Motherhood and childhood are entitled to special care and assistance. All children, whether born in or out of wedlock, shall enjoy the same social protection.

Article 26. (1) Everyone has the right to education. Education shall be free, at least in the elementary and fundamental stages. Elementary education shall be compulsory. Technical and professional education shall be made generally available and higher education shall be equally accessible to all on the basis of merit. (2) Education shall be directed to the full development of the human personality and to the strengthening of respect for human rights and fundamental freedoms. It shall promote understanding, tolerance and friendship among all nations, racial or religious groups, and shall further the activities of the United Nations for the maintenance of peace. (3) Parents have a prior right to choose the kind of education that shall be given to their children.

Article 27. (1) Everyone has the right freely to participate in the cultural life of the community, to enjoy the arts and to share in scientific advancement and its benefits. (2) Everyone has the right to the protection of the moral and material interests resulting from any scientific, literary or artistic production of which he is the author.

Article 28. Everyone is entitled to a social and international order in which the rights and freedoms set forth in this Declaration can be fully realized.

Article 24. Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

Article 25. (1) Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté. (2) La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.

Article 26. (1) Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite. (2) L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix. (3) Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

Article 27. (1) Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent. (2) Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

Article 28. Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.

Article 29. (1) Everyone has duties to the community in which alone the free and full development of his personality is possible. (2) In the exercise of his rights and freedoms, everyone shall be subject only to such limitations as are determined by law solely for the purpose of securing due recognition and respect for the rights and freedoms of others and of meeting the just requirements of morality, public order and the general welfare in a democratic society. (3) These rights and freedoms may in no case be exercised contrary to the purposes and principles of the United Nations.

Article 30. Nothing in this Declaration may be interpreted as implying for any State, group or person any right to engage in any activity or to perform any act aimed at the destruction of any of the rights and freedoms set forth herein.

Article 29. (1) L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seul le libre et plein développement de sa personnalité est possible. (2) Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique. (3) Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article 30. Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

Publié en 2009 par l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
7 place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP
Composé et imprimé dans les ateliers de l'UNESCO

© UNESCO 2009
Printed in France

[SHS-2009/WS/9 – cld 2094.9](#)